

**DOSSIER ADMINISTRATIF SIMPLIFIE SELON UNE PROCÉDURE ADAPTÉE**  
comprenant l'Acte d'Engagement et le Cahier des Clauses Administratives  
Particulières

***MARCHE(S) de FOURNITURES ET SERVICES***

passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la  
Commande Publique

**N° – DIR - UDD-24-073**

**Objet du marché : Fourniture et pose d'identifiants sur véhicule**

Date de notification :  
Numéro d'Engagement Juridique :  
Imputation budgétaire :0203  
Code CPV : 22459100

**A – ACTE D'ENGAGEMENT**

**1 – Identification de l'acheteur**

Nom : Ministère du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation -  
Ministère en charge des Transports Acheteur, représenté par Monsieur le Directeur  
Interdépartemental des Routes Ouest,

Adresse : DIRO / SGMAAPS / PAMM  
L'Armorique  
10 rue Maurice FABRE  
CS 63108  
35031 Rennes Cedex

Courriel : pamm.sgmaaps.diro@developpement-durable.gouv.fr  
Adresse Internet (URL) : http://www.diro.fr  
Adresse du profil d'acheteur (URL) : http://www.marches-publics.gouv.fr

Téléphone :                      Télécopie :

## **2 – Identification du comptable assignataire**

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques de Bretagne et d'Ille-et-Vilaine -  
Avenue Janvier – B.P. 72 102 – 35 021 RENNES CEDEX 09 - Tél. : 02 99 79 80 00.

## **3 – Le titulaire**

### **3A – Entreprise unique**

**Entreprise** .....

représenté par ..... agissant

- ☐ pour son propre compte
- ☐ pour le compte de la société

ayant son adresse à :.....

.....  
.....

N° d'identité d'établissement (S.I.R.E.T.) : .....

Courriel : .....

Téléphone : ..... Télécopie.....

### **3B – Groupement d'entreprises**

**Nature du groupement (conjoint ou solidaire - préciser le mandataire) :**

.....

**Entreprise n°** .....

représenté par ..... agissant

- ☐ pour son propre compte
- ☐ pour le compte de la société

ayant son adresse à :.....  
.....  
.....

N° d'identité d'établissement (S.I.R.E.T.) :

Courriel : .....

Téléphone : ..... Télécopie.....

**Entreprise n°** .....

représenté par ..... agissant

- ☐ pour son propre compte
- ☐ pour le compte de la société

ayant son adresse à :.....  
.....  
.....

N° d'identité d'établissement (S.I.R.E.T.) :

Courriel : .....

Téléphone : ..... Télécopie.....

**Entreprise n°** .....

représenté par ..... agissant

- ☐ pour son propre compte
- ☐ pour le compte de la société

ayant son adresse à :.....  
.....  
.....

N° d'identité d'établissement (S.I.R.E.T.) :

Courriel : .....

Téléphone : ..... Télécopie.....

**Entreprise n°** .....

représenté par ..... agissant

☐ pour son propre compte

☐ pour le compte de la société

ayant son adresse à :.....

.....

.....

N° d'identité d'établissement (S.I.R.E.T.) :

Courriel : .....

Téléphone : ..... Télécopie.....

## **B – CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **Article 1 : Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la fourniture et la pose d'identifiants sur véhicule.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles

L.2125-1 1° R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la Commande Publique

sans mini

avec un maximum de 120 000 € H.T. (sur la durée de l'accord-cadre reconduction(s) comprise(s))

### **Article 2 : Maître d'oeuvre**

Sans objet

### **Article 3 : Coordination en matière de Sécurité et de la Protection de la Santé des travailleurs (SPS)**

Sans objet

#### **Article 4 : Désignation de sous-traitants**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du Code de la Commande Publique, une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

#### **Article 5 : Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du Représentant de l'Acheteur (RA), du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies au CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail.

## **Article 6 : Clause environnementale**

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Pour cela, le titulaire veille au tri et à l'évacuation des déchets issus de ces prestations.

## **Article 7 : Pièces constitutives du marché**

Le marché est constitué par les documents contractuels ci-dessous énumérés par ordre de priorité :

### Pièces particulières :

- le présent document valant Acte d'Engagement et Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP);
- L'annexe 1 du CCTP
- la liste des Prix (L.P.) ;

### Pièces générales :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG – FCS,) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services, en vigueur à la signature du marché.

## **Article 8 : Montant du marché**

Les montants de cet accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la Commande Publique sont :

	Montant minimum H.T.	Montant maximum H.T.
Période ferme	-	30 000 €
Reconduction 1	-	30 000 €
Reconduction 2	-	30 000 €
Reconduction 3	-	30 000 €

## **Article 9 : Variation des prix**

Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de notification du marché (pour chaque reconduction).

### **Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres fixée au 18/11/2024  
Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

### **Modalités de variation des prix**

Les nouveaux prix, dûment révisés et acceptés par le pouvoir adjudicateur, entrent en vigueur à compter de la date anniversaire du marché. Les prix ainsi révisés sont invariables pendant la nouvelle période de 12 mois.

Le titulaire du marché s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, la nouvelle liste des prix unitaires en 2 exemplaires avec un préavis d'un mois minimum, avant la date d'entrée en vigueur de celle-ci.

#### **Clause butoir :**

Le montant total résultant de la liste des prix unitaires ne peut pas dépasser 2.5 % le montant total de la dernière liste des prix unitaires connue.

#### **Clause de sauvegarde :**

Si un des prix de la liste des prix unitaires résultant du nouveau tarif du titulaire dépasse de plus de 5% le même prix de la dernière liste des prix unitaires connue, le pouvoir adjudicateur se réserve, par dérogation à l'article 33 du CCAG, le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date d'application du (des) nouveau(x) tarif(s).

## **Article 10 : Propriété intellectuelle**

Sans objet

## **Article 11 : Durée du marché et délai d'exécution**

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification, la notification valant début d'exécution des prestations

L'accord-cadre pourra être reconduit 3 fois pour une période de renouvellement de 12 mois chaque reconduction.

Si le RA ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit se prononcer au moins 2 mois avant la fin de la période en cours.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Le délai d'exécution afférent à chaque commande, ainsi que son point de départ, seront précisés dans le bon de commande.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité du marché majorée de 4 mois.

## **Article 12: Pénalités**

Les clauses du CCAG sont applicables.

## **Article 13: Avance**

Sans objet

## **Article 14 : Modalités de règlements**

Le règlement s'effectuera sur factures.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée. Elles doivent comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que des références obligatoires qui seront communiquées à la notification du marché ou de l'accord-cadre.

Cette transmission s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au

cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

L'acheteur se libère des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

●compte ouvert à l'organisme bancaire :																	●					
●à :																	●					
●au nom de :																	●					
●sous le numéro :																	clé RIB :					
●code banque :																	code guichet :					

### **Article 15 : Réception**

Les clauses du CCAG sont applicables.

### **Article 16 : Résiliation du marché**

Les dispositions du CCAG sont seules applicables.

### **Article 17 : Dérogations aux documents généraux**

L'article 9 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG

### **Article 18 :**

Conformément à l'article R312-11 2ème alinéa du Code de justice administrative, les parties conviennent que leurs différends relatifs au présent contrat sont soumis au tribunal administratif de RENNES.

Fait en un seul original

à :

le :

Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" signature(s) du/des prestataire(s) :

#### Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Le Représentant de l'Acheteur

à :

Le :

La notification du marché ou de l'accord-cadre se fera sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE).